

La vie quotidienne au temps du narcotrafic

par Romain Busnel

Au Mexique, la guerre contre le narcotrafic a fait près de 300 000 morts et 100 000 disparus entre 2006 et 2021. À contre-courant des récits romancés sur le trafic de drogues et ses barons, Adèle Blazquez dépeint les conditions de vie dans une commune rurale en proie à la violence armée.

À propos de : Adèle Blazquez, *L'aube s'est levée sur un mort : violence armée et culture du pavot au Mexique*. CNRS Éditions, collection « Logiques du désordre », 336 p., 24 €.

Tiré d'une thèse d'anthropologie soutenue en 2020 et aujourd'hui édité dans la nouvelle collection « Logiques du désordre » de CNRS Éditions, l'ouvrage d'Adèle Blazquez livre un regard aussi original que nécessaire sur l'envers du narcotrafic et de la violence armée au Mexique.

La chercheuse a choisi en effet d'explorer cette thématique à partir des conditions de vie et stratégies de protection de soi dans des contextes marqués par une profonde incertitude. Pour ce faire, elle prend le cas de Badiguarato, commune rurale du nord du Mexique, présentée par les médias, les milieux politiques et l'industrie culturelle comme le « berceau du narcotrafic ». Dans les chansons, films et séries – dont la célèbre « Narcos », diffusée sur Netflix – l'histoire de Badiguarato est ancrée dans celles des personnalités locales du narcotrafic, souvent présentés comme des bandits sociaux poursuivis par l'Agence antidrogues étasunienne (DEA) et à la tête de cartels

se disputant l'ensemble du territoire et ses habitant·es. À rebours de ce mythe, l'anthropologue analyse la violence non pas comme capricieuse, éruptive ou mise au service d'une guerre entre cartels, mais comme profondément ancrée dans sa société locale. La violence est étudiée au prisme des récits qu'en font les enquêté·es, notamment lorsqu'ils et elles mobilisent leurs relations pour retracer les arbres généalogiques et les amitiés des victimes et des agresseurs. De ces conversations, maximes populaires, situations et nuances obtenues grâce à une ethnographie rapprochée et exigeante de 18 mois dans le chef-lieu et certains hameaux de la commune, Adèle Blazquez montre comment les normes et positions sociales de chacun viennent nourrir une compréhension de la violence et façonner des stratégies de protection.

Vivre dans une marge criminalisée

L'ouvrage suit divers habitant·es de Badiguarato dans leurs activités quotidiennes (« voyager », « être là », « s'en sortir »), leurs perceptions d'actes commis (« voler une femme », « tuer ») ou leur travail à la mairie (« administrer »). Dès le premier chapitre, Adèle Blazquez met en exergue les contraintes qui pèsent sur les habitant·es dans leurs déplacements entre le chef-lieu et les différents hameaux. « Savoir se mouvoir » et ne pas se montrer « exposé » revient alors non seulement à identifier les conflits qui émaillent les différents lieux de la *Sierra*, mais surtout à connaître des personnes à même de pouvoir assurer une protection ou se porter garantes pour un trajet. « Se faire des relations » et « faire attention » à celles-ci devient dès lors une condition *sine qua non* pour exister et « être là ». Les relations de prédation normalisées se reflètent dans le rapport des habitant·es à l'État, dont la présence reste avant tout matérialisée par l'armée et la répression de la culture de pavot. L'auteure étudie la structuration économique et sociale qui découle de cette monoculture. Un détour historique montre comment certaines familles de la commune ont su tirer profit de l'enclavement de la région pour se positionner au croisement d'activités commerciales et politiques à partir de la moitié du XXe siècle. Ces intermédiaires, communément appelés *pesados* (littéralement ceux qui pèsent dans la vie des gens), tirent ainsi aujourd'hui la plus-value du commerce et de la transformation du pavot. De leur côté, les paysans se contentent de cultiver précairement les fleurs et d'en extraire le latex pour le revendre immédiatement, sous risque de se le faire extorquer par la police ou l'armée. Derrière ces rapports de domination liés à l'économie de la

drogue, un usage accru de la violence s'est superposé en réponse à la répression du narcotrafic à partir les années 1980.

Du commerce de drogues à celui des femmes

Accaparement des terres, du commerce, usage de réseaux politiques et de la violence s'inscrivent donc dans des stratégies d'accumulation prédatrice qui se prolongent sur le corps des femmes. Le « vol des femmes » consiste à ce qu'un homme vienne chercher, de gré ou de force et les armes à la main, la femme qu'il courtise et avec qui il a pu (ou non) avoir une relation par le passé. De cette pratique présentée comme une « culture locale » par certains enquêtés découle une représentation de la femme qui doit nécessairement appartenir ou être prise dans des rapports de compétition entre hommes ; un assujettissement que vient sceller l'usage récurrent de la violence, qui exacerbe la (déjà) difficile intervention des pouvoirs publics dans les affaires domestiques.

L'auteure montre ensuite comment la mise à mort s'inscrit également dans une logique de reproduction sociale. Illégitime et jugé irrationnel lorsqu'il est exercé par les « indigents » (p. 224), les personnes « de hameaux » (p. 232), « sans culture » (p. 232), le meurtre trouve un sens auprès de la société locale lorsqu'il est utilisé par les puissants pour sanctionner des comportements jugés déviants. Face à cette inertie, l'action de la mairie est « réglée comme du papier à musique dans un village empreint à l'incertitude » (p. 290). Meurtres et violences domestiques sont éludés au profit d'inaugurations en grande pompe, de travaux urbains et de mise à l'agenda de problèmes solubles, comme la sécurité routière. Paradoxalement, en agissant comme si de rien n'était et en attribuant la violence à un phénomène largement extérieur à la politique, les élus locaux jouissent d'une forte visibilité nationale.

Mythe des cartels et politisation de la violence

En conclusion, Adèle Blazquez nous rappelle que cette histoire n'est ni plus ni moins celle d'un capitalisme libéral. L'enclavement infrastructurel et commercial de la région au cours du XXe siècle a contribué à une spécialisation économique tournée le commerce de drogues, dont s'est emparée une élite politique et commerciale qui sous-

traite la production à de petits paysans. La hiérarchie sociale qui en découle aujourd'hui n'est pas si différente de celle qu'on retrouve dans d'autres contextes, à ceci près qu'à Badiguarato, le recours à la violence, engendré par la répression de la « guerre contre les drogues », contribue à cimenter cet ordre social. Il en résulte de fortes disparités économiques et sociales reproduites et occultées par l'extorsion et la prédation.

En ce sens, l'ouvrage de l'anthropologue fait mouche dans sa capacité à battre en brèche les mythes sur « Narcos » que véhiculent l'industrie culturelle et que reprennent souvent, – non sans une certaine romance – les médias mexicains. Par une méticuleuse analyse de la division du travail de l'économie du narcotrafic, Adèle Blazquez défait les usages abusifs de la notion de « cartels », en montrant que ceux-ci ne contrôlent ni territoires ni populations. Quant aux grandes figures du narcotrafic telles que « *El Chapo* » ou Rafael Caro Quintero, régulièrement mises aux unes nationales pour leurs arrestations, évasions ou cavales, elles doivent essentiellement leur renommée non pas à leur origine modeste, comme on aime à les présenter, mais bien à leur « appartenance aux familles les plus dotées, précisément enrichies grâce à l'enclavement de la région » (p. 309). L'usage de la violence vient ainsi sceller cette hiérarchisation sociale et anéantit toute contestation. En cela, l'ouvrage invite une politisation de l'enjeu de la violence par une mise en abîme des hiérarchies sociales et politiques locales, dont on aurait tort de se priver pour saisir d'autres cas d'études.

Cette invitation se heurte toutefois à un constat implacable fait par l'auteure : pour se prémunir de l'imprévisibilité des violences, la meilleure protection de soi et de ses proches est celle de se condamner à accepter sa situation ou, aux dires des enquêtés, de « bien se comporter » (p. 250) ou « ne pas mettre le nez dans les affaires des autres » (p. 75). Aussi si l'on comprend bien que protection ne rime pas avec émancipation, ce dernier enjeu demeure un prolongement inexploité de l'ouvrage. La lecture de l'ouvrage montre que la réponse n'émanera pas des acteurs institutionnels, tels que la mairie ou le Système national au développement intégral aux familles (DIF), ou le Parti de la révolution institutionnelle (PRI), longtemps hégémonique au Mexique (1946-2000) et à Badiguarato (jusqu'en 2021). Dans quelle mesure cela vaut-il pour les mouvements de contestation qui ont marqué le reste du pays ces dernières années ? En cela, les représentations et éventuelles réappropriations des habitant·es des mobilisations contre les violences qui ont marqué la scène nationale mexicaine (contre

les tueries, les disparitions, les féminicides et autres violences faites aux femmes)¹ restent un angle mort de l'ouvrage.

Un plaidoyer pour des ethnographies sur les activités illicites et les violences

Il reste que le récit tire une grande force de ce parti pris consistant à adopter le point de vue des habitant.es. Au fil du récit, on saisit peu à peu les différents enjeux qui se posent à chacun.e en fonction de sa position géographique, sociale et de son genre. L'analyse est pourtant loin d'être évidente, tout d'abord en raison des difficultés et la dangerosité inhérentes à travailler sur un tel terrain en étant une enquêtrice étrangère. Pour y faire face, l'anthropologue a noué des liens forts avec certaines familles et des personnes qui lui ont offert l'amitié, ouvert l'accès à des informations, mais qui l'ont également protégée grâce à leur position quand d'autres n'en saisissaient pas les enjeux ou la nécessité. En ce sens, certains passages sur le rôle des informateurs et personnes-ressources méritent d'être soumis à la lecture de tout.e ethnographe en devenir (p. 79-87 ; p. 97-99).

Ensuite, on imagine non sans mal à quel point le travail d'analyse a dû être mis à l'épreuve par les nombreux propos imagés que prodiguent à longueur de journée les enquêté.es (« tu sais pourquoi la tortue vit cent ans ? Parce qu'elle ne met pas le nez dans les affaires des autres ! » p. 75 ; « comme la rivière est à côté, on ne peut pas te laisser seule », p. 111 ; « pendant les vacances, on tue beaucoup », p. 113 ; « tu ne peux pas donner de la soupe à l'un et la refuser à l'autre », p. 179) toutefois inscrit en contradiction avec des « ici, c'est très tranquille » (p. 118). L'auteure prend le soin de décortiquer chacune de ces expressions grâce à une fine connaissance du milieu social étudié, une remise en perspective historique des situations et activités (bien que parfois inégale, notamment sur « le vol des femmes ») et surtout un récit admirablement construit autour de questions simples et méthodiques. Une à une, les frontières du dicible et de l'indicible tombent sous la plume de l'auteure pour laisser voir les dominations sous-jacentes à la prédation, l'extorsion, les tueries et les violences domestiques. Ainsi, c'est par le moyen d'une ethnographie périlleuse tenant toutes ces

¹ Sabrina Melenotte (dir.), *Mexique : une terre de disparu.es : 19 récits, 2 enquêtes, 1 portfolio*. Paris, FMSH, 2021. Kathleen Staudt, *Violence and Activism at the Border: Gender, Fear, and Everyday Life in Ciudad Juarez*, University of Texas Press, 2008.

promesses qu'Adèle Blazquez signe une contribution exemplaire aux études des activités illicites et de la violence².

Publié dans lavedesidees.fr, le 22 septembre 2022.

² Chiara Calzolaio, Pamela Colombo et Chowra Makaremi (dir), Dossier « Ethnographies politiques de la violence », *Cultures & Conflits*, 103-104, 103-104 | automne/hiver 2016, <https://journals-openedition-org.ressources-electroniques.univ-lille.fr/conflits/19335> ; Kimberly Theidon, *Intimate Enemies: Violence and Reconciliation in Peru*, University of Pennsylvania Press, 2012.